

NOTE A MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CULTURE ET DES ARTS CONCERNANT LA
CONFERENCE DE MONSIEUR RUTAGARAMA Léonard INTITULE "L'ENSEIGNEMENT RWANDAIS
AU TOURNANT : PROBLEMES ET PERSPECTIVES"

Pertinence de voir ça.

Le texte aurait dû être exposé le 15 ou le 18 mai 1992 d'après l'entente verbale entre la Directrice du C.E.C.F.R. et l'intéressé. Même si le Centre avait fait la publicité du conférencier sur le calendrier du mois de mai, Monsieur RUTAGARAMA n'a pas donné sa conférence arguant que la Directrice exigeait le patronage du MINESUPRES. Cela n'est pas convainquant puisque d'autres conférenciers rwandais utilisent souvent la salle du Centre Culturel sans nécessairement passer par le MINESUPRES. Il suffit de consulter le calendrier mensuel diffusé par le centre, pour s'en convaincre.

Le conférencier, qui a déjà donné la même conférence dans certaines localités de Kigali (c'est lui qui me l'a dit) insiste pour que la même conférence soit donnée au C.E.C.F.R. et sous le haut patronage de notre Département.

Que faire ?

Il est vrai que le MINESUPRES reste toujours à la disposition des intellectuels rwandais pour les aider à communiquer leurs idées au grand public par le biais des conférences publiques, notamment. Cependant, comme on procède pour les autres services que le Département rend à la population (édition, financement des activités culturelles diverses), le Ministère n'est pas en mesure de répondre à toutes les demandes. Il faut nécessairement opérer des choix en tenant compte de la pertinence et l'opportunité de chaque intervention.

Pour le cas de la Conférence de RUTAGARAMA, je pense personnellement qu'il y a des raisons de ne pas intervenir :

1. Le texte que le conférencier propose ressemble à un pamphlet négativiste puisque l'auteur fait un constat pessimiste qui ne met en évidence aucun acquis positif susceptible d'aider l'enseignement rwandais à se remettre sur les rails. Dans son introduction, l'auteur va jusqu'à inviter le public à une nouvelle relance à partir de rien ! Pas d'acquis positif dans toute l'histoire de l'enseignement rwandais? Et la promotion de l'enseignement privé tant sur le plan ^{quantitatif} que sur le plan ^{qualitatif}. Dans cette optique, ^{négativiste} l'auteur expose ce qu'il appelle les véritables causes de l'échec de l'enseignement rwandais, qui sont d'après lui au nombre de 8 :
 - folie des grandeurs ou complexe des directeurs d'écoles
 - promotion automatique à l'école primaire
 - manque de justice dans les bulletins de signalement
 - concurrence Eglise/Etat sans les écoles
 - ingratitude sociale vis à vis de l'enseignant
 - encadrement scolaire difficile à cause des classes trop nombreuses (c'est à dire trop ^{popularisés})
 - aventurisme des enseignants qui acceptent de donner des matières qui ne sont pas de leur spécialité.

- désaffection des élèves et leur écartellement entre l'école et la famille.

Après ce constat amère où RUTAGARAMA prêche surtout pour sa propre chapelle (c'est un enseignant), l'auteur n'a pas pu dégager des perspectives consistantes alors qu'il l'avait annoncé dans le titre de sa réflexion :

L'enseignement rwandais - problèmes et perspectives.

Ce que l'auteur appelle les voies de sortie sont exposés négligemment sur 1/4 de page à peine, alors que l'ensemble du texte s'étend sur plus de 6 pages dans une allure plus ^{satirique} ~~journalistique~~ que critique. On peut aussi se demander si l'auteur a voulu nous présenter une réflexion théorique ou une contribution ~~de portée~~ pratique sur les problèmes qui prévalent dans l'enseignement rwandais.

En effet, le MINESUPRES encourage la recherche scientifique. Alors, comment notre Département peut-il cautionner un texte qui n'a aucune indication Bibliographique précise sur les recherches et réflexions antérieures, tant théoriques que ^{appliqués} ~~prati-~~ques pour que nous puissions apprécier l'originalité de sa contribution ? Monsieur RUTAGARAMA serait-il le premier à porter un regard critique sur l'enseignement rwandais ?

Concrètement, je pense qu'on peut signifier à l'intéressé que son texte n'est pas documenté mais que s'il veut approfondir sa réflexion dans une optique plus positive, le Ministère pourrait l'aider à donner sa conférence non seulement à Kigali, mais aussi dans l'une ou l'autre localité du pays.

Le public a besoin des réflexions constructives et ayant une portée pratique. C'est du moins ce que le MINESUPRES devrait cautionner.

Fait à Kigali, le 4 juin 1992

GASIMBA François Xavier.

Problèmes et Perspectives.

La plus grande richesse d'un pays est sa population, aime-t-on à dire; mais que vaudrait un peuple privé d'instruction dans les heures que nous vivons? C'est cette interrogation qui a suscité les présentes réflexions et qui relance le problème de l'Enseignement après l'amère constat de l'échec de la Réforme de 1978.

Si le succès a de nombreux pères, l'échec est orphelin. Ausi est-il difficile et même impossible de dégager la responsabilité en ce moment crucial de notre enseignement. Dès lors nous incombe-t-il de prendre en main les sérieux problème que suscite le "tournant" que prend l'enseignement rwandais. Au risque d'être taxés de prévarication, il nous faut une NOUVELLE RELANCE à partir de rien. Mais il est difficile de changer un système... et beaucoup d'ombres vont sûrement SURVIVRE. Le contraire seul étonnerait...

Bref historique de la Réforme

De tout temps l'enseignement a été et demeure une grande préoccupation de tout pays. C'est pourquoi un grand nombre de Rwandais s'en font du soucis. Tel était, me semble-t-il, également l'objet de la Réforme de l'Enseignement tracé par le Conseil du Gouvernement en mars 1977. En somme, il était question de jeter les bases ou les jalons d'un avenir plus sûr et prometteur. Si évidemment on ne s'y était pas mal pris et fait fi de certaines réalités...

Entretiens, la Réforme a démarré, fait son chemin et a lancé ses "Premiers Produits" sur le terrain du travail. Leur réhabilitation et leur efficacité ont été jugées douteuses, mais aucune étude d'évaluation n'a été rendue publique. Mais un constat on ne peut plus amère est qu'elle vient d'être abandonnée. Alors que faire et comment?

Lors du VI^e Congrès du MRND, le sujet avait soulevé pas mal de débats et retenu l'attention des participants. Et la question était revenue de façon accrue lors des admissions au secondaire. De part et d'autre, on accusait la régression du niveau ^{vulgaire} sur le plan général, et l'on a suggéré un "coup de rein" pour relancer le l'enseignement. En vain.

On (l'opinion) a souvent reproché à notre enseignement une INADEQUATION sinon une INAPTITUDE médiocres. On a en même temps cherché le BOUC EMISSAIRE, responsable de cette médiocrité. En vain. Tout le monde se renvoyait la pierre. Au grand soulagement général après les commissions, le CND reconnaissait sa Caducité et rejetait la Réforme en 1991, soit 17 ans après sa création. Décision politique que et par conséquent superficielle, car rien n'est révéé sur la Gangrène de l'enseignant. De fait, parents et enseignants, techniciens et politiciens ne sont pas d'accord.

Les problèmes de l'Enseignement

Pour une nouvelle orientation, sans risque d'atteler le char avant les boeufs, il faut déterminer les véritables CAUSES de l'échec pour envisager des solutions durables, au lieu de s'incriminer mutuellement. L'urgence oblige!

Et ces causes sont, me semble-t-il, multiples et complexes. Elles sont inhérentes à l'organisation-même. Avec le temps et l'expérience vécus, il est difficile de tourner durablement le dos aux réalités criminelles. On peut citer, entre autres: le personnel plétorique administratif arraché à l'enseignement actif (au primaire) la promotion automatique au primaire avec comme corollaire le désintéressement toujours grandissant des élèves; les ennuis administratifs (partout) non pour incompétence mais pour incompati-

lité d'humeur; un "prosélytisme" déplacé, entre les écoles de l'Eglise et celles de l'Etat; l'ingratitude sociale paradoxale de la part de certains; la population à gros effectifs (pour des raisons économiques!); la recherche aventurière de l'intérêt personnel; En fait des causes endogènes et reflet de notre société actuelle.

la désaffection et le délaînement des élèves;

1^o Fâlie des grandeurs ou complexe, le directeur d'école, le responsable du centre scolaire se sent un enseignant. Or, il devrait avoir à cœur que ce poste lui est donné pour mieux s'acquitter de son devoir d'enseignant. Il se contente par contre d'être un Administratif.

Et quand on pense qu'ils sont nombreux ces "Administratifs", on comprend aisément le dénuement qu'a subi l'enseignement qui doit embaucher, pour faire face à la montée de la population scolaire, un personnel non qualifié. Cela influe assurément sur la qualité car l'administratif est plus enclin aux tracasseries de son collègue qu'à l'enseignement pour se faire valoir. Cette irrégularité n'est pas seulement à blâmer, mais aussi à brimer...!

2^o La promotion automatique à l'école primaire et qui malheureusement a presque gagné le secondaire vient ajouter à ce climat d'insécurité. Il n'est pas rare de rencontrer, au secondaire, de ~~voir~~ des élèves avec de bons points, mais sans niveau de formation requise. La préoccupation majeure étant de passer à n'importe quelle condition. On se livre à un vrai combat pour la vie... la classe étant la clé pour la vie. Ce qui a comme corollaire le Désintéressement des études, car le but poursuivi est, non pas la formation pure, mais plutôt ce qui la sanctionne: le CERTIFICAT ou le DIPLOME.

3^o Le chef est celui qui sait punir, mais aussi récompenser. Or, dans le cas qui nous occupe, la traque pour incompatibilité d'humeur et non pour incompétence n'est que monnaie courante. Le cas des bulletins de signalement est on ne peut plus révélateur. Ou encore les menaces que font planer certains chefs sur leurs subalternes. Ils gênent ces derniers soit en salissant leur dossier soit en leur privant de certains privilèges, et autres promotions.

D'aucuns se plaignent de la manière dont les signalements sont établis. Combien de fois n'a-t-on pas vu certains changer frauduleusement et clandestinement au profit des gens dont la compétence et le mérite sont très moyens? Cependant que d'autres se voient octroyer des cotes très en dessous de leur rendement? C'est un vol au pays et une insulte grave à l'objectivité avec toutes leurs mauvaises conséquences pour nos enfants.

D'autres encore introduisent des recours qui restent lettre morte au détriment de leur auteurs. Il va sans dire que dans pareil cas, l'enseignant du primaire ou du secondaire se trouve dans la quasi-impossibilité de mener à bien son délicat travail de formateur, et encore moins celui d'éducateur. Le privilégié pensera à garder et perpétuer le statu quo et la victime rêvera toujours de justice.

Le grand nombre de cas litigieux ^{devrait être} tranché ou revu. Autrement les tensions ne cesseront de monter parmi les enseignants. Et nul ne peut prétendre être à l'abri: ceci constitue dangereusement notre enseignement.

4^o A cette tension qui a eu le temps de germer s'ajoute la Concurrence Eglise/Etat dans les écoles. En effet les directeurs scolaires s'arrachent les enseignants pour des intérêts religieux. Le prosélytisme est-il revenu à la mode par le biais de l'enseignement?

Après la Convention entre l'Eglise et l'Etat qui a remis certaines écoles entre les mains de l'Eglise, l'enseignement primaire s'est trouvé écartelé entre deux tendances plus ou moins opposées. Les représentants religieux, en l'occurrence, les prêtres et les pasteurs, ont engagé une lutte latente mais manifeste par endroits.

Lutte qu'on peut expliquer: - soit par le soucis de redonner à l'Eglise sa qualité d'Educatrice d'autrefois et qu'elle a dû reconquérir par la dite Convention; - soit par le conflit personnel

- soit par le conflit personnel entre les autorités civiles représentant les écoles de l'Etat et les autorités religieuses.

Notons que quand le temporel et le spirituel sont aux prises, les victimes sont ici les élèves et les enseignants.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, de tels agissements ne sont pas rares où le "Chef" fait ressentir son poids sur ses "subordonnés" et où la gestion de l'enseignement ne suit aucune règle mais doit plier à ses caprices.

Contrôler ce côté serait doublement salubre. Les gens ^{qui} rêvent de justice seraient enfin soulagés et les jalons d'un enseignement ferme s'en trouveraient posés. La formation, l'enseignement est une institution au service d'un plus grand nombre plutôt qu'une affaire individuelle.

5° L'ingratitude sociale est une source de mécontentement. L'enseignement connaît un paradoxe interne. Que de fois n'entend-on pas de gens formés à l'école plaindre les formateurs? Ou que d'élèves pleurent le sort de leurs enseignants? C'est le comble d'INGRATITUDE.

Ne devrions-nous pas donner gratuitement ce que nous avons reçu gratuitement? Une loi morale essentiellement humaine!! Pourquoi l'affectation à l'enseignement, garantie de l'avenir du pays, constitue-t-il une "condamnation", une "proscription" même, malgré le "fameux" "Statut des Enseignants? N'est-ce pas là un leurre?

Il nous faut une autre éthique et des formateurs (sociaux) de masse pour changer cette vision des choses. Le Rwandais doit être révolutionné, conscientisé afin que l'enseignement cesse d'être la voie de l'échec mais plutôt de la réussite.

6° La montée de la population scolaire, un grand handicap.

Si les écoles aujourd'hui, en dépit de leur nombre élevé, sont de plus en plus insuffisantes, il n'en reste pas moins que vrai que les effectifs ont fort augmenté. Ce n'est que normal. Notre politique nationale se veut d'assurer la scolarité à un plus grand nombre scolaire ~~été lancée~~ et nombre malgré les moyens économiques limités. Pour ce faire, Réforme scolaire a été lancée et on a eu recours à la solidarité et à la mobilisation de tous les Rwandais, de gré ou de force. Mais rien n'y fit et tout reste à faire.

Et pour faire face à la montée des effectifs, on a instauré la Promotion automatique au niveau primaire, laquelle promotion menace sérieusement et dangereusement le secondaire (cfr supra). Et un CONSTAT général et on ne peut plus AMÈRE s'en dégage: l'enseignement a baissé. Donc des solutions immédiates s'imposent.

Revenons à la population scolaire. A l'école primaire,

certaines classes frisent la soixantaine et au secondaire, c'est presque tout comme. Les classes de 50 élèves sont aujourd'hui devenues normales. Un fait rarissime il y a 20 ans-je ne serais pas taxé d'un conservatisme rétrograde. Conjoncture et évolution obligent!

Mais alors comment, dans la pratique, tenir ensemble et soutenir l'attention d'autant d'enfants? Deux alternatives s'offrent à l'enseignant:

1^o-soit imposer une discipline de fer qui du même coup inhibe la spontanéité et brime l'initiative des élèves. Dans ce cas il y a "blocus". L'enseignant n'arrivera pas à s'ouvrir à la classe qui le voit comme le "décideur" du sort de chacun.

2^o-soit se contenter d'un enseignement purement expositif. Ici on sacrifie les faibles qui souvent-quant ils osent-freinent carrément les forts.

Le choix est dilemmique, c'est évident. Mais entre deux maux...

Encore qu'aujourd'hui, force nous est de constater que les écoles qui présentent des élèves forts sont celles où le recrutement est sélectif. Les exemples, des séminaires sont très parlants. Il n'est donc pas étonnant que les classes à gros effectifs soient d'un niveau moyen pour ne pas dire médiocre. N'en déplaise aux chantres de l'Enseignement, "économique et accessible aux plus nombreux". L'essence même de la classe étant compétitive, elle doit être sélective.

En somme, l'enseignement et l'enseignant à la fois sont placés dans une situation inextricable où les profils de sortie sont purement fictifs. Aussi, dans l'enseignement par objectifs, faudrait-il, à mon humble avis, préciser l'effectif car les résultats attendus ne sont toujours pas obtenus. Et c'est la raison pour laquelle les privilégiés ou les gens aisés assurent un enseignement du soir extra-scolaire à leurs enfants. Ce phénomène devient malheureusement généralisé au détriment de la gestion normale de la classe. Il favorise un laisser-aller agaçant chez les bénéficiaires. Ceci est à prohiber pour le bienfait de l'enseignement.

7^o La recherche aventurière de l'intérêt personnel.

La spécialité n'est jamais tenue en compte. Dans certaines écoles, primaires ou secondaires, des enseignants dispensent des cours en les appréhant. Ne pas tenir en considération la formation fausse terriblement l'instruction et "fragilise" non seulement les enseignants. Quel mauvais service qu'un Mathématicien enseigne le Swahili (qu'il n'a jamais appris par ailleurs) ou qu'un Agronome enseigne le Français pour défendre un obscur intérêt personnel. N'est-ce pas là une AVENTURE? Et au surplus, les Stages de formation sont donnés aux "Connaissances". Par dérision, on dit qu'on les "traite" et gare à celui qui ne sait ^{pas} traiter.

C'est donc des hommes de la situation qu'il nous faut ici et maintenant et leur tâche ne sera du tout aisée. Tournons nos regards vers eux et espérons qu'ils relèveront la situation, le défi. Aussi faut-il se garder d'une éventuelle négligence de ces problèmes où chacun a une part de responsabilité. L'inquiétude plane, l'Enseignement Rwandais est dans un DANGREUX GRAND TOURNANT. Et demain, ce sera trop tard.

8° Enfin, au comble de ces divers problèmes, vient le Désastre de la désaffection des élèves et de leur écartèlement entre deux milieux discordants: la classe d'une part et la famille ou la société actuelles d'autre part. En fait l'élève qui a ses problèmes particuliers n'est pas écouté par ses parents. Il est même délaissé par eux alors que la classe ne s'occupe que de leçons. L'élève vit ainsi entre l'école et la Famille. Livré à lui-même, il essaie de s'adapter vainement; car son groupe habituel ne lui arrange aucun problème. Il ne se limite qu'aux simples amusements.

Entretiens, les parents qui savent leurs enfants à l'école se tranquillisent et vaquent à leurs autres occupations. Les élèves n'ayant de compte à rendre à personne font ce qui leur plaît; c'est à dire RIEN ou le ~~peu~~ possible. Evidemment après s'être amusés. C'est dans ce sens qu'ils arborent ce langage commun de "KWIHA AMAHORO", "KWIHA UMUTUZO". Entendez "se donner la paix" ou "ne pas se gêner". cette attitude menace sérieusement le niveau, car le travail intellectuel en patit. Je crains pour nos éléments le jour où le concours, la compétence réelle seront le vrai test du savoir... Et on n'est pas tellement de temps. Gare aux "incompétents" intelligents. Peut-on expliquer autrement cette INCOMPREHENSION COMPREHENSIBLE pourtant?

Après ce survol des problèmes de l'enseignement et le tournant qu'il vient de prendre, on peut affirmer que rien ne sera désormais comme avant. L'enseignement a des exigences. Dans la conjoncture actuelle, il est guetté par de nombreux maux et a, par conséquent, besoin de secours. Il faut craindre pour lui, le jour où il sera -s'il ne l'est pas encore -sujet à la corruption généralisée qui, ailleurs, a des racines bien solides. A cela il faut veiller, car nos enfants feront du Rwanda ce nous leur aurons légué. Les leçons sont nombreuses. Toujours est-il qu'un agent qui aura appris dans un système corrompu, vénal, le sera doublement. Je mets en garde ceux qui méconnaissent l'importance de l'enseignement dans la gestion du pays. Il est le secteur-clé.

Si les critères d'un bon développement sont minés par la gangrène que sont les problèmes signalés plus haut, si nous mettons en question la qualité de l'enseignement primaire, et par ricochet celle du secondaire (sans parler du supérieur), nous devons nous convaincre que, si rien ne change, nous courons à la catastrophe. Pourvu que le changement évolue vers une Amélioration et non vers un Désastre.

CONCLUSION: Quelques voies de sortie.

L'Enseignement est un grand facteur de développement -tout le monde le sait- au service des hommes. En cette qualité, il devrait tenir compte des données tant démographiques, politiques, économiques que sociales. Il est à repenser sérieusement, après la regrettable expérience vécue, pour corriger les erreurs, pour nous éviter des tracasseries qui, plus tard, influeraient sur l'éducation et pour pallier aux retombées fâcheuses sur le pays. Corriger ces maux me paraît un très grand impératif. Et c'est là que résident nos PERSPECTIVES D'AVENIR. Agir en sens inverse reviendrait à prôner un Développement à l'envers.

En tant que parents responsables, il nous incombe de dispenser un enseignement solide, garant de l'avenir de nos enfants.

garant de l'avenir de nos enfants et du pays. Autrement, l'Histoire ne nous le pardonnerait pas et encore moins nos enfants.

Il serait faux de banaliser ces problèmes, car les conséquences seraient incalculables. Le plus urgent est, me semble-t-il, d'envisager des moyens d'éliminer ces points sombres et au plus pressé. Il faut s'imprégner du sens du bien commun et non agir et travailler pour le lucre. La question est d'enjeu pour un enseignement INTEGRE, SEREN et SERIEUX;

CONFERENCE TENUE LE 28 MARS 1992

PAR LEONARD MUTACARAMA

PROFESSEUR AU C.S.S.A. A KICALI.